
ACTUALITES DES ENERGIES RENOUVELABLES AU VIETNAM

Copyright : Eléments préparés par le Service Economique de Hanoi. Droits de reproduction réservés. Adresser les demandes à mathieu.kretz@dgtresor.gouv.fr.

Clause de non-responsabilité : Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Les 3 et 4 avril 2019 s'est tenu le Power & Electricity Show Vietnam 2019 à HCMV, évènement annuel majeur pour les acteurs de l'énergie renouvelable au Vietnam. Ce fut l'occasion pour le Service Economique de Hanoi de dresser un état des lieux du développement des énergies renouvelables au Vietnam.

1. Un secteur en mutation pour attirer les acteurs internationaux

Le gouvernement vietnamien améliore la réglementation autour des énergies renouvelables: en 2018 les tarifs de subventionnement de l'éolien ont été revus à la hausse jusqu'à 2021, et de nouveaux tarifs sont attendus pour le solaire au sol après le 30 juin 2019, date de fin de validité des tarifs actuels. La législation du solaire sur toiture et du stockage d'énergie évolue également, et un cadre législatif est mis en place pour les contrats directs d'achat d'électricité (parution en 2021 – 2022).

Cependant, des difficultés subsistent pour attirer les financements internationaux, avec en frein principal le contrat d'achat d'électricité actuel qui ne correspond aux standards internationaux (absence de garanties de rachat de l'électricité, résiliation anticipée du contrat, garantie du taux de change et possibilité d'arbitrage international). Cette réticence est renforcée par le manque de visibilité du secteur sur le court terme en terme d'intégration au réseau électrique: en solaire au sol, 2 GW de solaire sont en construction et 3 GW supplémentaires en développement, alors que le réseau ne peut supporter que 800 MW. Ces chiffres sont eux-mêmes discutés, car il n'existe pas de suivi des projets renouvelables en développement - l'Institute of Energy (MOIT - Ministry of Industry and Trade) et la GIZ constituent actuellement une carte sur le sujet – de manière générale, il y a un manque d'accès aux données. Enfin, en termes de réalisation, 50% des projets solaires en développement pourraient ne pas être finalisés.

Conséquence de la frilosité des banques internationales à financer les projets ENRs, les fonds d'investissement internationaux sont de même peu présents, la structuration de la dette ne leur permettant pas d'avoir les retours sur investissements souhaités (autour de 15%). Les banques de développement dédiées au secteur privé, comme la Banque Asiatique de Développement (BAD) branche secteur privée ou Proparco, peuvent inciter les acteurs internationaux à investir en proposant des prêts plus attractifs que les banques commerciales. La BAD a participé à l'essor des énergies renouvelables en Thaïlande en opérant de la sorte, avec désormais des prêts de 3 ans plus longs que ceux proposés par les banques privés.

Les prochains mois seront cruciaux pour les acteurs privés, avec la publication du tarif de subventionnement (FIT - Feed-In-Tariff) pour les deux prochaines années. Les projets de textes présentés jusqu'alors, bien qu'ils ne gommant pas le problème de fond des contrats (conformité aux normes internationales) sont bien perçus, avec des subventionnements variant en fonction de la géographie ce qui permet de réduire la problématique de surcharge du réseau. En revanche, deux ans de validité de FiT est estimé très court par les investisseurs. Le rythme de la baisse des tarifs solaire a diminué, maintenant à un seul 'digit' : plus besoin d'attendre que les prix diminuent maintenant.

Au vu des difficultés actuelles, les acteurs privés s'orientent vers le solaire sur toitures, plus facile à développer (peu de problématique d'intégration au réseau et de démarches administratives avec l'opérateur étatique EVN). En 2018, 30 MW de solaire sur toiture avait été développés, chiffre faible de par la difficulté jusqu'alors de revente de l'électricité non consommée. Mais le changement de législation pour le solaire sur toitures (décision N°02/2019/QD-TTg, circulaire N°05/2019/TT-BCT) et la mise en place actuelle d'un contrat direct d'achat d'électricité (DPPA – Direct Power Purchase Agreement) pousse les acteurs internationaux à investir dans ces projets. Le solaire sur toitures intéresse les grands industriels (Unilever, Coca-Cola, Heineken), la difficulté aujourd'hui étant qu'ils ne peuvent pas revendre l'électricité au réseau, et qu'ils ont toujours besoin d'un contrat avec EVN pour répondre à leur demande en énergie. Actuellement, ils peuvent poser des panneaux solaires sur leur usine, qu'ils possèdent ou qu'ils louent à des privés. Les contrats DDPA résoudraient leur problème, en imaginant un contrat avec un producteur d'énergies renouvelables qui disposerait d'installations sur les toits des usines et hors usines, avec stockage d'énergie.

2. Des acteurs internationaux en attente de décisions politiques fortes, mais confiants

Pour rassurer les investisseurs privés, le Vietnam doit porter et communiquer des engagements à long terme en faveur des énergies renouvelables. Outre la difficulté des banques locales à soutenir les projets, les investisseurs privés regrettent le manque de vision à long terme. Les tarifs de subventionnement d'achat d'électricité pour le solaire au sol finissent fin juin, et les prochains (pas encore publiés) seraient valides seulement deux ans. De même, le tarif de l'éolien décidé en 2018 n'est valide que 3 ans, tandis que le développement du réseau électrique pose question avec une stratégie 'Smart Grids' 2013 – 2020 en retard sur son calendrier. Le manque d'informations à long terme pèse sur les stratégies d'investissements des entreprises.

Les acteurs sont toutefois optimistes quant à l'essor des énergies renouvelables dans les prochaines années. D'une part car le Vietnam a peu de choix pour assurer au mieux son indépendance énergétique, d'autre part car les projections de capacité en charbon portés dans les stratégies nationales sont ambitieuses de par la diminution des ressources locales et les retards déjà pris : le plan de déploiement de la filière n'est pas respecté, avec un retard de 4 à 5 ans à minima sur la construction des centrales à charbon pour 2020-2030. Ainsi, beaucoup d'investisseurs indiens sont présents, attirés par le potentiel solaire et éolien du Vietnam, la qualité de la maîtrise d'œuvre locale et confiants en l'expansion des capacités. De même, le leader des panneaux solaires Jinko cible le Vietnam comme son plus gros marché à venir en ASEAN.

Preuve de sa volonté de développer les énergies renouvelables, le Vietnam désire le déploiement de produits technologiques et financiers plus matures. Récemment, le MOIT a proposé un projet de tarif de subventionnement pour les centrales électriques renouvelables avec stockage intégré. Ce tarif est toutefois jugé incomplet, car l'utilisation du stockage n'est pas définie : un producteur pourrait construire un dispositif de stockage sans l'utiliser et bénéficier tout de même des tarifs préférentiels. Le potentiel hydraulique du pays peut aussi être optimisé : pour stocker l'énergie (stations de transfert d'énergie par pompage), et à terme en installant des panneaux solaires flottants en amont des barrages. Le solaire flottant est actuellement en phase préliminaire au Vietnam, avec un projet pilote par l'AFD et la BAD en discussion pour 47,5 MWc. Levier important pour le financement de la transition écologique, les obligations vertes sont peu utilisées en ASEAN avec 3,5 Mds USD émis sur 170 Mds USD dans le monde, et encore plus spécifiquement au Vietnam avec seulement deux projets utilisant le financement vert.